

Unité Interdépartementale 25-70-90  
5 Voie Gisèle Halimi  
BP 31269  
25000 BESANÇON

BESANÇON, le 11 janvier 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/11/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **GRAND BESANCON**

4 rue Gabriel Plançon  
25000 BESANCON

Références : UID257090/SPR/BB/NP 2023 -0111J  
Code AIOT : 0005906317

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/11/2022 dans l'établissement GRAND BESANCON implanté Les Andiers 25220 Chalezeule. L'inspection a été annoncée le 02/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/>). \_

La visite d'inspection a eu lieu dans le cadre de la procédure de cessation d'activité de l'installation. Elle avait pour objectif de vérifier la mise en oeuvre des mesures de sécurité et de faire le point sur les étapes suivantes de la procédure de cessation d'activité.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GRAND BESANCON
- Les Andiers 25220 Chalezeule
- Code AIOT : 0005906317
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est une installation de stockage de déchets inertes. La prise en charge de déchets inertes a pris fin en juin 2017 et une notification de cessation d'activité a été transmise en mars 2022.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Cessation d'activité

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Cessation d'activité - Usage futur	Code de l'environnement du 13/04/2010, article R. 512-46-26	/	Sans objet
5	Réaménagement du site après exploitation	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 32	/	Sans objet
6	Couverture finale	Arrêté Préfectoral du 09/10/2007, article Annexe I - 4.1	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Cessation d'activité - Notification	Code de l'environnement du 11/07/2011, article 512-46-25	/	Sans objet
2	Cessation d'activité - Mise en sécurité du site	Code de l'environnement du 11/07/2011, article 512-46-25	/	Sans objet
4	Cessation d'activité - Mémoire en réhabilitation et travaux	Code de l'environnement du 17/07/2014, article R512-46-27	/	Sans objet
7	Aménagements en fin d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 09/10/2007, article Annexe I - 4.2	/	Sans objet
8	Plan topographique	Arrêté Préfectoral du 09/10/2007, article Annexe I - 4.3	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'inspection a permis de constater l'arrêt de l'activité du site et la mise en oeuvre des mesures de mise en sécurité.

L'exploitant doit désormais poursuivre la démarche de cessation d'activité, en proposant un usage futur pour le site, puis en réalisant le mémoire en réhabilitation.

Concernant la remise en état, il a été constaté l'absence d'une couverture finale sur l'ensemble du site, et la présence de zones de stagnation d'eaux pluviales. Des travaux complémentaires devront être effectués afin de finaliser la remise en état, en compatibilité avec l'usage futur retenu.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Cessation d'activité - Notification

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 11/07/2011, article 512-46-25
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Cessation d'activité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> I. Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt au moins trois mois avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois pour les installations visées à l'article R.512-35.
<b>Constats :</b> L'installation de stockage de déchets inertes a été autorisée par arrêté préfectoral du 9 octobre 2007 pour une durée d'exploitation de 12 ans.  L'apport de déchets inertes sur le site a été réalisé jusqu'en juin 2017.  L'exploitant a transmis un courrier de notification de cessation d'activité pour son installation le 9 mars 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : Cessation d'activité - Mise en sécurité du site**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 11/07/2011, article 512-46-25
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Cessation d'activité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> II. — La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :  1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents sur le site ;  2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;  3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;  4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.  III. — En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-46-26 et R. 512-46-27.
<b>Constats :</b> Le courrier de notification de cessation d'activité présente les mesures de mises en sécurité réalisées.  La visite du site a permis de constater les points suivants: - Il n'a pas été constaté de présence de produits dangereux sur le site. - Le site est fermé par un portail cadenassé. - Une clôture est présente autour du site, en particulier au niveau de la limite avec la déchetterie voisine. Une végétation dense est également présente en périphérie, ce qui limite les possibilités d'accès. - Il n'y a pas de matériel ou produits dangereux susceptibles de provoquer un incendie ou une explosion. Les seuls équipements restants, sont une ancienne zone de rétention (en eau le jour de l'inspection avec présence de roseaux), et les fondations d'un petit bâtiment. - il n'a pas été mise en œuvre de surveillance environnementale, le site n'ayant accueilli que des déchets inertes.
<b>Observations :</b> Un panneau pourrait être ajouté au niveau du portail précisant l'interdiction d'accès au site.  Il a été constaté un trou dans la clôture sur la zone Nord-Ouest du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Cessation d'activité - Usage futur

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 13/04/2010, article R. 512-46-26
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Cessation d'activité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. – Lorsqu'une installation classée soumise à enregistrement est mise à l'arrêt définitif, que des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage sont libérés et que l'état dans lequel doit être remis le site n'est pas déterminé par l'arrêté d'enregistrement, le ou les types d'usage à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article.</p> <p>II. – Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-46-25, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site ainsi que ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.</p> <p>En l'absence d'observations des personnes consultées dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant, leur avis est réputé favorable.</p> <p>L'exploitant informe le préfet et les personnes consultées d'un accord ou d'un désaccord sur le ou les types d'usage futur du site.</p> <p><b>Constats :</b> L'arrêté d'enregistrement de l'installation ne précise pas l'usage futur du site. Le dossier de demande d'autorisation précisait 2 usages possibles en fin d'exploitation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une valorisation économique en vue d'accueillir des entreprises;</li> <li>- une valorisation agricole.</li> </ul> <p>Ainsi l'usage futur du site doit être déterminé conformément à l'article R.512-46-26 du code de l'environnement.</p> <p>Non-conformité : L'exploitant doit transmettre au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation une proposition d'usage futur du site, avec l'ensemble des informations nécessaires, et faire copie de sa proposition au Préfet.</p> <p>Il est à noter que l'exploitant est Grand Besançon Métropole, qui est également l'EPCI compétente en matière d'urbanisme, et que le propriétaire du terrain est la mairie de Chalezeule. Grand Besançon Métropole a fait part d'un projet à l'étude d'installation de panneaux photovoltaïques au sol.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : Cessation d'activité - Mémoire en réhabilitation et travaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 17/07/2014, article R512-46-27
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Cessation d'activité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. – Lorsqu'une installation classée soumise à enregistrement est mise à l'arrêt définitif, que l'arrêt libère des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage et que le ou les types d'usage futur sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-46-26, l'exploitant transmet au préfet dans un délai fixé par ce dernier un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation. Les mesures comportent notamment :</p> <p>1° Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ;</p> <p>2° Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;</p> <p>3° En cas de besoin, la surveillance à exercer ;</p> <p>4° Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.</p> <p>II. – Au vu notamment du mémoire de réhabilitation, le préfet détermine, s'il y a lieu, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article R. 512-46-22 les travaux et les mesures de surveillance nécessaires. Ces prescriptions sont fixées compte tenu de l'usage retenu en tenant compte de l'efficacité des techniques de réhabilitation dans des conditions économiquement acceptables ainsi que du bilan des coûts et des avantages de la réhabilitation au regard des usages considérés.</p> <p>III. – Lorsque les travaux prévus dans le mémoire ou prescrits par le préfet sont réalisés, l'exploitant en informe le préfet.</p> <p>L'inspecteur de l'environnement disposant des attributions mentionnées au 2° du II de l'article L. 172-1 constate par procès-verbal la réalisation des travaux. Il transmet le procès-verbal au préfet qui en adresse un exemplaire à l'exploitant ainsi qu'au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain.</p> <p><b>Constats :</b> L'usage futur du site n'étant pas encore déterminé, l'exploitant n'a pas encore réalisé, ni transmis de mémoire en réhabilitation.</p> <p>Après détermination de l'usage futur (cf. point de contrôle précédent), l'exploitant devra réaliser ce mémoire, comportant l'ensemble des informations requises par l'article R.512-46-27 et le transmettre au préfet dans un délai de 6 mois.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Réaménagement du site après exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 32
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Remise en état
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à disposition des inspecteurs des installations classées un rapport détaillé de la remise en état du site précisant la nature et les épaisseurs des différentes couches de recouvrement et tous les aménagements à créer et les caractéristiques que le stockage de déchet doit respecter (compacité, nature et quantité des différents végétaux, infrastructures...). Le rapport contient aussi un accord du propriétaire du site si l'exploitant n'est pas le propriétaire et du maire de la commune d'implantation du site. La remise en état du site est conforme à ce rapport.</p>
<p><b>Constats :</b> Non-conformité : l'exploitant n'a pas réalisé de rapport détaillé concernant la remise en état du site.</p> <p>Les informations contenues dans ce rapport pourront être incluses dans le mémoire en réhabilitation que devra transmettre l'exploitant après détermination de l'usage futur du site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Couverture finale

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/10/2007, article Annexe I - 4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Remise en état
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une couverture finale est mise en place à la fin de l'exploitation de chaque tranche. Son modelé devra permettre la résorption et l'évacuation des eaux pluviales compatibles avec les obligations édictées aux articles 640 et 641 du code civil. La géométrie, l'épaisseur et la nature de chaque couverture sont précisées dans le plan d'exploitation du site.</p>
<p><b>Constats :</b> Lors de la visite du site, l'exploitant a indiqué qu'il n'y avait pas eu de mise en place d'une couverture finale sur l'ensemble des déchets. Des régallages réguliers de la couche de déchets ont toutefois été réalisés.</p> <p>Sur la partie Nord du site, il a été constaté une reprise de végétation importante (plantes herbacées et arbustes) sur l'ensemble de la zone.</p> <p>Sur la partie Sud du site, il a été constaté des zones avec des déchets inertes apparents (gravats, tuiles). Par ailleurs, des zones de stagnation d'eaux pluviales ont également été constatées. Toutefois, un fossé est présent en limite de site du côté de la déchetterie.</p> <p>Non-conformité : l'exploitant n'a pas mis en place de couverture finale sur l'ensemble du site, et celui-ci comporte des zones de stagnation des eaux pluviales.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 7 : Aménagements en fin d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/10/2007, article Annexe I - 4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Remise en état
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les aménagements sont effectués en fonction de l'usage ultérieur prévu du site (agriculture, loisirs, construction) et notamment ceux mentionnés dans les documents d'urbanisme opposable aux tiers. La remise en état est réalisé conformément au dossier de demande d'autorisation. Dans tous les cas, l'aménagement du site après exploitation doit prendre en compte l'aspect paysager.  [Eléments du dossier d'autorisation : D'après les études réalisées par les cabinets Reilé et CEBTP, nous prévoyons d'étanchéifier le site pour empêcher l'infiltration des eaux pluviales dans les déblais. A l'issue de cette phase d'étanchéification, 2 scénarios d'aménagement et de valorisation du site pourront encore être préconisés. Il s'agit d'une part d'une valorisation économique en vue d'accueillir des entreprises et d'autre part d'une valorisation agricole. L'étude ci-joint précise les modalités de mise en oeuvre de chacun des scénarios. toutefois, quelque soit le scénario retenu, un plan d'aménagement global du site sera réalisé à l'issue de son exploitation.]
<b>Constats :</b> L'usage futur du site n'est pas encore déterminé. Les aménagements nécessaires seront à réaliser a postériori.  Toutefois, le dossier de demande d'autorisation mentionnait dans tous les cas des travaux pour empêcher l'infiltration des eaux pluviales dans les déblais. Le mémoire de réhabilitation devra comporter un diagnostic sur ce sujet.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Plan topographique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/10/2007, article Annexe I - 4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Remise en état
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> A la fin de l'exploitation, l'exploitant fournit au préfet du département dans lequel est située l'installation un plan topographique du site de stockage à l'échelle 1/500 qui présente l'ensemble des aménagements du site (végétation, etc...). Une copie de ce plan du site est transmise au maire de la commune d'implantation de l'installation, et au propriétaire du terrain si l'exploitant n'est pas le propriétaire.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis à l'inspection un plan topographique du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet